



Auteur : Didier Reuter
www.bookiner.com

Usage libre de droits (non marchand) avec mention «Bookiner.com»

Emploi / Recrutement

Créer son propre job

Sommaire

- . **Pourquoi ne pas se mettre à son compte ?**
- . **La question du financement**
- . **Disposer d'un mental solide**

CRÉER SON PROPRE JOB

POURQUOI NE PAS SE METTRE À SON COMPTE ?

Depuis janvier 2001, un salarié licencié ou démissionnaire qui crée sa propre entreprise peut bénéficier d'allocations de chômage en cas d'échec de son projet durant les 3 premières années. Mieux encore, depuis juillet 2001 il est possible de cumuler durant 18 mois ses allocations de chômage versées à titre d'ancien salarié et les revenus procurés par une activité indépendante, en portage salarial ou en entreprise individuelle. Le maintien des allocations de chômage est soumis aux mêmes conditions que lors d'une reprise d'activité salariée réduite. Pour cela, le revenu du travailleur indépendant doit être inférieur à 70% de sa rémunération antérieure. Les Assedic déterminent l'actualisation des allocations à partir d'une évaluation forfaitaire du revenu professionnel fixé à 6.027 euros en 2002, en sachant que les recettes tirées de la nouvelle activité ne pourront pas être connues avant la fin de la 1^{er} année d'activité.

Avec une forte motivation, se mettre à compte n'est plus forcément compliqué. Il suffit de se rendre au guichet unique du CFE (Centre de formalités des entreprises) le plus proche de chez soi (CCI, Chambre de Métiers ou d'Agriculture, Urssaf) et de souscrire en une seule fois à toutes les déclarations obligatoires dans les domaines administratif, social et fiscal. Le délai définitif d'immatriculation court ensuite de 2 à 10 jours. L'entrepreneur individuel qui ne souhaite pas s'engager dans la création d'une structure lourde (SARL, SAS, SA...), tout en restant seul maître à bord, peut opter entre 2 statuts simplifiés : l'entreprise individuelle (EI) ou l'EURL (entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée).

Les 2 statuts pour se mettre seul à son compte :

. L'entreprise individuelle

Le statut de l'EI est idéal pour les nouveaux travailleurs indépendants (artisan, commerçant, consultant...) sachant qu'aucun apport en capital n'est requis et que l'activité peut s'effectuer directement chez soi ou dans un bureau. C'est la forme juridique la plus simple à créer, d'autant plus que la loi DDOEF du 2 juillet 1998 permet au créateur de l'EI d'exercer son activité professionnelle dans son local d'habitation, à condition qu'elle ne nécessite pas le passage de clientèle ou de marchandises.

Le principal défaut de l'EI est qu'elle engage la responsabilité de l'entrepreneur sur la totalité de ses biens et que celui-ci peut tout perdre en cas de faillite. Les bénéfices sont imposés dans la catégorie des BIC (bénéfices industriels et commerciaux) pour les activités commerciales et dans la catégorie des BNC (bénéfices non commerciaux) pour les prestations intellectuelles et les professions libérales. Pour les entrepreneurs qui déclarent un chiffre d'affaires annuel HT ne dépassant pas les 26.700 euros en prestations de services et 76.300 euros pour la vente de produits, il est possible d'opter pour le régime fiscal de la microentreprise. Un régime qui exonère l'activité de toute TVA et autorise une comptabilité et des déclarations fiscales simplifiées à l'extrême.

. L'EURL

Cette forme originale de société à la particularité d'être une SARL (société à responsabilité limitée) tout en n'ayant qu'un associé unique : l'entrepreneur lui-même. Ce statut est intéressant car il n'engage l'entrepreneur que dans la limite du capital apporté, soit un minimum de 7.620 euros, sauf dans les rares cas de faute de gestion, où il peut alors être assujéti à combler l'intégralité du passif sur ses propres biens. Les conditions d'exercice sont équivalentes à l'EI, sauf en matière de domiciliation chez soi ou celle-ci est limitée à 2 ans. Durant les 2 premières années, y compris pour l'EI, l'entrepreneur doit prévoir le paiement forfaitaire de charges sociales pour environ 2.287 euros au titre de l'Urssaf, des caisses d'assurance maladie et de la retraite. A partir de la 3^e année, les charges font l'objet d'une régularisation sur la base du chiffre d'affaires réalisé la 1^{er} année (ou durant l'exercice n-2), ce qui peut devenir fatal à la bonne marche de l'entreprise, voire même un piège pour les entrepreneurs réalisant une baisse de chiffre d'affaires durant l'année d'imposition. Dans ce cas, les charges sociales prélevées par l'Urssaf deviennent un tel fardeau économique qu'elles condamnent bon nombre de TPE (très petites entreprises) affaiblies dans leurs ressources.

LA QUESTION DU FINANCEMENT

Tous les créateurs le savent bien, lorsque l'on se lance il faut s'attendre durant plusieurs mois, ou même plusieurs années, à une baisse sensible de ses revenus, à un changement de standing et à accepter qu'entrepreneur rime avec labeur.

Selon une enquête de la BDPME (Banque de développement des PME), 40% des entrepreneurs avouent ne tirer aucun revenu au cours des premiers mois d'activité, en vivant uniquement sur les seules ressources du conjoint. Si les banques multiplient les aides aux créateurs et aux repreneurs d'entreprises, l'Etat n'est pas en reste avec le PCE (prêt à la création d'entreprise). Plus de 180 banques ayant signé une convention avec la BDPME peuvent accorder un prêt compris entre 3.000 et 8.000 euros, sans exiger ni garantie ni caution personnelle. Le PCE est principalement destiné à financer les frais immatériels liés au lancement comme à la constitution du fonds de roulement.

Sa durée de remboursement est de 5 ans, à la condition toutefois qu'un crédit à moyen ou long terme ait déjà été octroyé par la banque du créateur.

Les 4 principales difficultés rencontrées par les entrepreneurs sont :

- . Trouver rapidement des financements ;
- . Renoncer au confort de la vie salariée ;
- . Surmonter l'angoisse de la solitude ;
- . Faire connaître ses produits.

DISPOSER D'UN MENTAL SOLIDE

Un autre point fort qui fait également la différence entre le statut d'entrepreneur et celui de salarié est l'étendue du travail à accomplir avec des horaires hebdomadaires dépassant de très loin, les confortables 35 heures. Le poids omniprésent des responsabilités et le fait de devoir tout faire par soi-même peut ébranler à un moment donné, même les individus les plus solides.

Aussi tout actif équilibré peut aisément devenir son propre patron, à condition de savoir préserver son moral et son dynamisme au quotidien en s'obligeant à respecter un certain nombre de petits conseils utiles :

1. Se former ou suivre un stage de préparation à la création ou à l'installation. Assister à des séminaires, conférences ou colloques pour s'informer avec un temps d'avance de l'évolution propre à son ou ses domaines de compétences.
2. Mettre un peu d'argent de côté en prévision de vaches maigres durant la première année.
3. Entretenir avec soin son carnet d'adresses en évitant de rompre trop brutalement avec ses anciennes relations.
4. Se fixer des horaires précis et réguliers de travail. S'habituer à mettre de l'ordre dans ses affaires, ranger son bureau chaque soir, faire soi-même le ménage.
5. Fréquenter régulièrement des personnes en dehors de son secteur d'activité (sport, culture, loisirs...) pour s'oxygéner l'esprit et ne pas tomber dans le piège de l'isolement.
6. Respecter une bonne hygiène de vie en ne faisant aucune concession sur la régularité des repas, comme sur les temps de sommeil réparateur.
7. Entretenir couramment sa forme physique en se forçant si besoin est à pratiquer au moins 2 heures d'activités par semaine (marche, vélo, jogging, musculation, tennis, assouplissements...)
8. Pratiquer chaque jour des pauses décontraction de 5 à 10mn, toutes les 1H30 et ce, d'autant plus que la pression professionnelle s'avère forte. S'octroyer parallèlement en fin de semaine un large moment de plaisir (sortie, ballade...) afin de se changer les idées.
9. Etablir des contacts (tél., club, Internet...) avec d'autres indépendants, afin de se créer un réseau informel de liens. L'idéal est d'instaurer un réseau d'échanges de matériels, de conseils et/ou d'informations sur de possibles projets ou affaires.

En résumé, avant de décider de passer à la création d'entreprise avec d'autres associés et/ou d'engager des moyens financiers beaucoup plus conséquents, mieux vaut d'abord travailler à partir de chez soi tout en conservant ses allocations chômage. Cela permet à la fois de tester le marché, de valider ses idées et de se mesurer grandeur nature aux contraintes des non salariés. L'avantage est également d'économiser un maximum sur le loyer, les frais fixes de structure et autres charges. C'est sans doute après avoir quitté son emploi, l'un des meilleurs moyens pour prendre sereinement son envol !

PREMIERS CONTACTS UTILES

- . CCI, Chambres de Métiers, Chambre d'agriculture, Urssaf
- . www.apce.com
- . www.lentreprise.com/creation/5formalites/formalites.asp
- . «Créer ou reprendre une entreprise édition 2002» APCE - Edition d'Organisation 664 pages, 50,8 euros

Principales sources utilisées : Capital - L'Entreprise - L'Expansion - L'Express - Le Point - Management